



Appel à contribution

« La gouvernance informationnelle de l'environnement en Guyane : état des lieux et perspectives de collaboration »

Journées d'étude organisées les 8 et 9 septembre 2016 à Cayenne

Le contexte

La notion de « gouvernance informationnelle » de l'environnement désigne deux évolutions majeures marquant les formes de gestion des questions environnementales depuis les dernières décennies du XXe siècle. D'une part, la constitution de l'information en un nouveau pilier des politiques publiques, aux côtés des instruments réglementaires et économiques. De l'autre, la conviction pour un nombre croissant d'acteurs que l'information n'est pas qu'un simple matériau nécessaire à la formulation de politiques, mais une ressource possédant un potentiel de transformation des formes de gouvernance qui « restructure les processus, les institutions et les pratiques »¹. L'émergence de cette gouvernance informationnelle n'est pas propre au champ environnemental, mais elle y acquiert une importance particulière qui se manifeste par exemple par la généralisation des pratiques d'évaluation d'impact environnemental, externalisées par les pouvoirs publics auprès de bureaux d'études ou encore par le pilotage des politiques à différents niveaux territoriaux par la production et l'actualisation d'indicateurs environnementaux. La démultiplication des initiatives de mise en partage de données en ligne témoigne également de l'importance d'Internet dans ces nouveaux dispositifs².

Quels sont les enjeux de cette gouvernance informationnelle de l'environnement en Guyane française et plus largement sur le Plateau des Guyanes ? La singularité de ce territoire en pleine mutation et sa situation géographique témoignent des défis qui accompagnent toute ambition cartographique et toute construction d'un projet territorial : l'étendue du territoire, son faible taux d'occupation, les interactions transfrontalières de toutes natures avec le Brésil et le Suriname, mais aussi les difficultés d'arpentage du massif amazonien, son taux de couverture nuageuse élevé qui rend particulièrement délicates les prises de vue aérienne ou encore la revendication de la propriété de la donnée en font une région à forts enjeux informationnels. De grands récits cartographiques ont pourtant façonné son histoire³. Mais de nombreuses lacunes informationnelles demeurent et pour y faire face, de multiples initiatives ont été mises en place ces dernières années : des infrastructures institutionnelles de données géographiques comme GéoGuyane (AUDeG), Guyane-SIG (Collectivité

¹ Mol, A.P.J., (2009), Environmental governance through information: China and Vietnam, *Singapore Journal of Tropical Geography*, 114–129.

² Gautreau P. et Noucher M. 2013. Gouvernance informationnelle de l'environnement et partage en ligne des données publiques. Politiques et pratiques de l'opendata environnemental (Amérique du sud - France). Introduction au numéro spécial de la revue *Networks and Communication Studies* : « Les données environnementales en libre accès : politiques, expériences, usages », 27 (1-2) 05-21.

³ En témoignage, par exemple, l'ouvrage dirigé par F. Dupuy « *Les Arpenteurs des confins. Explorateurs de l'intérieur de la Guyane (1720 – 1860)* » publié en 2012 aux Éditions CTHS.

Territoriale de Guyane), GIS-Guyane (BRGM), des plateformes scientifiques comme le géoportail du LabEx⁴ CEBA, des sites collaboratifs de partage des données naturalistes comme Faune-Guyane (GEPOG) ou Guyanensis (LabEx CEBA), des sites de cartographie participative comme OpenStreetMap, sans compter les multiples projets d'observatoires territoriaux (Observatoire des activités minières, Observatoire des dynamiques côtières, etc.).

La mise en ligne des données (*a minima* des métadonnées) fait désormais intégralement partie des politiques informationnelles des institutions en charge des questions environnementales et des projets territoriaux. Mais quels choix techniques et quelles stratégies mettent-ils concrètement en place dans ce domaine, dans quel but, avec quel succès ? Par ailleurs, quelles sont les conséquences de la démultiplication de ces systèmes sur les pratiques de gestion environnementale et sur la recherche ? Enfin, comment dialoguent ces différentes initiatives pour offrir une vision intégrée et partagée de l'environnement guyanais ?

Ces questionnements ont déjà été abordés par le passé localement. Deux initiatives ponctuelles ont permis de réunir les acteurs intéressés en 2007 autour des journées de l'information géographique en Guyane et en 2013 à l'occasion des journées INSPIRE⁵. Le lancement d'un schéma territorial de l'information géographique en Guyane par la puissance publique (Collectivité Territoriale de la Guyane en partenariat avec l'État) en 2015 marque maintenant la volonté d'inscrire ces politiques dans une stratégie partagée et opérationnelle.

L'objet de cet appel à contribution est l'organisation, en 2016, de nouvelles journées d'études s'inscrivant dans une démarche globale, visant à valoriser et à mieux comprendre l'existant afin de dégager des pistes d'amélioration dans la gouvernance de l'information environnementale. Profitant de l'Année Internationale de la Cartographie⁶, une exposition sera associée à cette manifestation, elle permettra de mettre en lumière la diversité des usages de l'information géographique numérique en Guyane.

Les contributions attendues

Deux types de contribution sont attendus :

- 1) des posters présentant la diversité des données disponibles et la variété des usages de l'information géographique mobilisée dans le cadre d'études environnementales sur le plateau des Guyanes ;

Les auteurs s'attacheront alors à décrire les *objectifs* de façon vulgarisée et à montrer l'*impact* des projets présentés. Un modèle de mise en page du poster pourra leur être proposé si leurs contributions sont retenues⁷.

- 2) des conférences présentant des démarches et plateformes de diffusion de l'information géographique (institutionnelles, scientifiques, associatives...), des usages ou des analyses critiques de ces dispositifs sur le plateau des Guyanes ou à proximité.

Les auteurs s'attacheront alors à décrire les *objectifs* de leur démarche, à présenter les *réalisations effectives*, à identifier les *atouts* et *limites* de leur expérimentation pour fournir une *approche intégrée et partagée du territoire* et à envisager les *perspectives d'évolution* et de *collaboration* à court/moyen terme.

⁴ LabEx CEBA : Laboratoire d'excellence Centre d'Etude de la Biodiversité Amazonienne (<http://www.labex-ceba.fr>)

⁵ Directive européenne 2007/2/CE établissant une infrastructure d'information géographique visant à faciliter le partage de données institutionnelles au sein de la Communauté européenne.

⁶ <http://mapyear.org/>

⁷ La remobilisation de poster(s) pré-existant(s) est possible : les auteurs veilleront alors à le préciser lors de leur réponse et à envoyer une copie numérique de ce dernier dès l'envoi de leur résumé.

Les résumés (posters et conférences) sont à envoyer d'ici au 1^{er} juin :

- Envoi par mail avec comme objet « JE2016 » :
 - infogeo.deal-guyane@developpement-durable.gouv.fr
- Format :
 - PDF uniquement.
- Préciser :
 - nom, prénom, mail, organisme, fonction, localisation
- Résumé incluant :
 - titre, 4 mots clés, présentation de la démarche et des axes d'analyse mis en avant
- Taille du résumé :
 - pour un poster env. 200 mots
 - pour une conférence env. 500 mots

Calendrier

- 15 avril 2016 : lancement de l'appel à contribution
- 1^{er} juin : fin des envois des résumés
- 15 juin : sélection des contributions et finalisation du programme
- 8 et 9 septembre : journées d'étude à Cayenne

Valorisation post journées d'étude

Les actes des journées (résumés des interventions et synthèse des débats) seront publiés en ligne d'ici fin 2016.

Par ailleurs, une sélection de contributions sera invitée à proposer, d'ici fin 2016, dans le cadre d'un appel à communication consolidé et coordonné par Matthieu Noucher (CNRS – UMR PASSAGES) et Valérie Morel (Univ. Artois – EA DISCONTINUITES) un article long pour un N° thématique d'une revue scientifique à paraître fin 2017.

Comité de programme

- Jeanne Da-Silveira, Adjointe au chef de service planification connaissance évaluation de la DEAL Guyane
- Juliette Guirado, Directrice de l'Agence d'Urbanisme et de Développement de la Guyane
- Richard Laganier, Président de l'Université de Guyane
- Jérôme Le Fol, Responsable SIG de la Collectivité Territoriale de Guyane (*sous réserve*)
- Annaïg Le Guen, CNRS, Directrice exécutive du Laboratoire d'excellence CEBA
- Nicolas Lafargue, Chargé d'étude, Université Bordeaux Montaigne / DEAL Guyane
- Sébastien Linarès, Responsable de l'unité information géographique et diffusion de la connaissance de la DEAL Guyane
- Valérie Morel, Maître de conférences à l'Université d'Artois, EA 2468 Discontinuités
- Matthieu Noucher, Chargé de recherche au CNRS, UMR PASSAGES-Bordeaux
- Boris Ruelle, Chargé de projet GéoGuyane à l'Agence d'Urbanisme et de Développement de la Guyane